

20251029 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/67827/mayotte--plus-de-400-migrants-livres-a-euxmemes-apres-le-demantelement-de-leur-camp>

Actualités



Des migrants devant le village-relais de Coallia, le 28 octobre 2025. Crédit : Images fournies à InfoMigrants

Mayotte : plus de 400 migrants livrés à eux-mêmes après le démantèlement de leur camp

Par [Romain Philips](#)

Depuis la destruction du camp de Tsoundzou 2, environ 400 migrants originaires d'Afrique des Grands Lacs se retrouvent en errance à Mayotte. Ils vivent maintenant à quelques kilomètres de leur ancien camp au bord de la route nationale.

Les tentes et cabanes ont laissé place à quelques bâches accrochées à un grillage. À même le sol, sur des tapis ou des matelas trainés jusqu'ici, des [centaines de migrants originaires de l'Afrique des Grands Lacs](#) se sont installés le long de la route nationale 2, à Tsoundzou, à quelques kilomètres au sud de Mamoudzou, la principale ville de l'île française.

A lire aussi

[*Mayotte : le camp de migrants de Tsoundzou 2 a été démantelé*](#)

Ces exilés font partie de ceux qui n'ont pas eu de proposition d'hébergement suite [au démantèlement du camp de Tsoundzou 2](#) le 23 octobre dernier. Aujourd'hui, selon un décompte réalisé par les habitants de ce nouveau campement informel, 434 personnes, dont 25 familles, vivent livrées à elles-mêmes dans ce coin de terre à l'est de Mayotte. Il s'agit d'exilés venant de RDC, Burundi, Rwanda, Somalie ou encore Éthiopie.

"Les gens ont pris ce qu'ils pouvaient et sont partis"

"Quand la gendarmerie est venue à Tsoundzou 2, elle nous a laissé 45 minutes pour nous préparer et après les machines étaient là. Les gens ont pris ce qu'ils pouvaient et sont partis", raconte Sadam Karata Sam, un demandeur d'asile congolais arrivé à Mayotte en septembre 2024 joint par InfoMigrants.



Le camp installé devant le village-relais de Coallia, le 28 octobre 2025. Crédit : Images fournies à InfoMigrants

Faute de solutions, les exilés sont donc retournés là où un précédent camp avait été établi puis démantelé en février dernier. Depuis, ils vivent difficilement et peinent à trouver de l'eau et de la nourriture. "Maintenant qu'on est revenu ici, c'est encore plus compliqué", détaille le demandeur d'asile. Une petite pompe à eau a été installée grâce à l'aide de l'ONG Solidarités International. Avant cela, les migrants buvaient l'eau impropre de la rivière à proximité. Mais ce système de fortune reste insuffisant.

La question de la nourriture reste aussi une forte source d'inquiétudes. "On a du mal à se faire à manger", indique Sadam Karata Sam, montrant via son téléphone une précaire installation de cuisson au feu de bois.

A lire aussi

[Mayotte : faute de places, seule une partie des migrants du camp de Tsoundzou 2 sera relogée après le démantèlement](#)

Et la crainte des agressions, elle aussi, fait son retour. "Avant-hier, des jeunes sont venus et ils nous ont lancé des pierres. On a dû appeler la police", alerte le jeune homme de 27 ans.

"La situation n'avance pas"

Parmi les habitants de ce camp figurent des primo-arrivants mais aussi des demandeurs d'asile sans solution d'hébergement, des déboutés, tout comme des personnes ayant obtenu le statut de réfugié, racontait une source locale à InfoMigrants.

"La situation n'avance pas", se lamente Sadam Karata Sam. "C'est difficile de vivre à Mayotte, mais on n'a pas le choix, on est coincé ici, les procédures administratives sont très lentes". "Si on avait l'asile, les passeports, etc. On rejoindrait la métropole, mais on ne peut pas", explique-t-il.

Le système d'asile à Mayotte est de plus en plus sous tension. Ces dernières années, la part de ressortissants de pays d'Afrique des Grands lacs et de l'Est dans les demandes d'asile est de plus en plus importante. "En 2024, la tendance reste inchangée par rapport à l'année 2023, les ressortissants du continent africain représentent la majorité des arrivants à plus de 68%. Les arrivées provenant de la RDC et de la Somalie ont augmenté. Elles sont passées de 922 en 2023 à 1 104 en 2024 pour la RDC, et de 121 en 2023 à 338 en 2024 pour la Somalie", note par exemple Solidarité Mayotte, l'association en charge de l'asile sur l'île, dans son dernier rapport paru cet été.

A lire aussi

[France: la loi pour la refondation de Mayotte validée par le Conseil constitutionnel](#)

Les blocages répétés des collectifs de citoyens hostiles à l'immigration ont rendu encore plus lente la délivrance des documents. La fermeture de la préfecture par ces groupes a provoqué le "rallongement de la liste d'attente pour les premières demandes d'asile" ou rendu difficile "les renouvellements d'attestation de demande d'asile", indique l'association. Ainsi, "les demandeurs d'asile et les bénéficiaires de la protection internationale, ne pouvant renouveler leurs documents, se retrouvent bloqués dans les démarches d'accès aux droits et d'insertion professionnelle".

Manque d'hébergements

Le lieu de ce nouveau campement n'a rien d'anodin. De l'autre côté du grillage sur lequel les migrants tendent leurs bâches se trouve le village-relais Coallia. C'est un des lieux qui hébergent les demandeurs d'asile et réfugiés à Mayotte. "On s'est installés non loin de Coallia aussi pour interpeller l'État et voir comment on peut trouver une solution, notamment d'hébergement, pour tout le monde", explique Sadam Karata Sam.

La semaine dernière, 402 personnes ont pu être prises en charge par la préfecture. "La plus grosse mise à l'abri réalisé depuis 24 mois à Mayotte", s'est félicité le préfet de l'île. Mais pour les autres, victimes du manque de place d'hébergement, "il n'y a pas de solutions", souffle Sadam Karata Sam.



Des familles sont présentes dans le camp. Ici le 28 octobre 2025. Crédit : Images fournies à InfoMigrants

"On a essayé de parler au préfet de Mayotte. On lui a dit qu'on n'avait nulle part où aller et que les gens ne savaient pas quoi faire après le démantèlement. Lui nous a dit qu'il n'avait pas de solutions pour tout le monde dans l'immédiat. Donc qu'il fallait attendre", raconte-t-il.

Déjà limitées, les possibilités d'hébergement sur l'île ont [été impactées par le passage du cyclone Chido](#). "68% des logements collectifs et 36% des logements résidentiels en dur ont été détériorés ou détruits" par la tempête, chiffre la préfecture.

Les députés ont rendu possible les destructions d'habitats insalubres sans que des propositions de relogement soient faites. Et ce, en s'appuyant sur [la loi pour la refondation de Mayotte](#) en août dernier. "Jusqu'au 13 décembre 2034, le représentant de l'État à Mayotte peut (...) déroger à l'obligation d'annexer une proposition de relogement ou d'hébergement d'urgence à l'arrêté" de destruction, stipule l'article 18 du texte.